Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

MISSION CONJOINTE FAO/PAM D'ÉVALUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ÉTAT DE RAKHINE, MYANMAR

12 juillet 2019

Photographies: ©FAO/F. Del Re/L. Castaldi et ©PAM/K. Swe.

Le présent rapport a été établi par Monika Tothova et Luigi Castaldi (FAO) et Yvonne Forsen, Marco Principi et Sasha Guyetsky (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: giews1@fao.org

Siemon Hollema
Chargé de programmes principal
Bureau régional pour l'Asie
et le Pacifique, PAM
Mél: siemon.hollema@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

*La **Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)**, a mis en place des listes d'envoi pour diffuser ses rapports. Pour vous abonner, complétez le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante:*

http://newsletters.fao.org/k/Fao/trade_and_markets_english_giews_world

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

MISSION CONJOINTE FAO/PAM D'ÉVALUATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ÉTAT DE RAKHINE, MYANMAR

12 juillet 2019

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Rome, 2019

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2019

Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: « Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité »

Toute médiation relative aux différents en rapport avec la licence doit être menée conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Faits saillants

Agriculture et pêche

- La production agricole dans l'ensemble de l'État de Rakhine est généralement limitée par plusieurs problèmes structurels, tels que l'accès insuffisant à la terre, la faible productivité, les pénuries de main-d'œuvre temporaire, l'offre limitée de crédit et le manque général de services de formation et de vulgarisation systématiques, efficaces et en temps opportuns au profit des agriculteurs. L'exposition continue à des catastrophes naturelles et les conditions socio-politiques nuisent également aux possibilités dans le secteur agricole.
- Selon les informations disponibles, la récolte de paddy de la campagne des moussons de 2017/18, rentrée en décembre 2017, a été moyenne voire légèrement supérieure à la moyenne dans les districts du sud (Kyaukphyu et Thandwe) et du centre (Sittwe et Mrauk-U). Dans le district de Maungdaw, de vastes étendues de rizières n'auraient pas été récoltées. Étant donné que la Mission a eu lieu bien après la récolte et avant la période des semis, il a été impossible de vérifier la situation sur le terrain, mais les agriculteurs interrogés ont confirmé ces informations. Aucune épidémie de ravageurs ni maladie significative sur le plan économique n'a été signalée au cours de la campagne.
- Selon les informations disponibles, la production de cultures d'hiver (principalement des arachides et des légumes) durant la campagne 2017/18 dans les régions du sud et du centre a été dans la moyenne. Dans le district de Maungdaw, la production est restée faible car de nombreux champs n'ont pas été ensemencés.
- En raison de l'absence de précipitations ou de stockage de l'eau douce, la production de paddy de la campagne d'été (saison sèche) a été limitée dans l'État.
- Les scénarios possibles concernant la production de la campagne principale de la mousson principale de 2018 ont été variables selon les zones. Dans les districts du sud, en supposant des conditions météorologiques normales, la production de riz devrait être proche des niveaux observés ces dernières années. Dans la partie centrale de l'État, les intentions de semis annoncées par les agriculteurs étaient similaires à celles de ces dernières années, bien que les pénuries de main-d'œuvre pourraient freiner la production globale. Dans le nord, les superficies ensemencées pourraient être nettement inférieures à la moyenne en raison de la diminution de la population, de l'accès restreint aux champs et de la disponibilité limitée de main-d'œuvre, d'animaux de trait et d'intrants agricoles, notamment de semences et d'engrais.
- Les activités d'élevage et de production avicole à petite échelle prévalent dans l'ensemble de l'État, à l'exception d'un petit nombre d'exploitations avicoles commerciales dans le sud. Les ménages mieux nantis élèvent généralement quelques vaches ou buffles comme bêtes de somme. La plupart des ménages élèvent des porcs pour les vendre et des volailles pour leur propre consommation. Dans la partie nord, le nombre de têtes de bétail et de volaille a été fortement réduit en raison des déplacements et des récents actes de violence.
- Dans l'État de Rakhine, la plupart des ménages agricoles vendent leurs excédents de production à des intermédiaires immédiatement après la récolte ou l'arrivée à maturité du bétail afin de financer leur production et de rembourser leurs prêts. Quelques ménages stockent leurs récoltes de riz en attendant de meilleures possibilités de commercialisation au cours de la période de soudure. Les restrictions imposées à la liberté de circulation dans le nord de l'État de Rakhine ont restreint davantage encore la commercialisation des produits et les possibilités de création de revenus.
- De nombreux agriculteurs pratiquent la pêche artisanale pour leur propre consommation, en particulier dans des étangs et des ruisseaux. Dans les zones côtières, la présence de grandes pêcheries commerciales limiterait les disponibilités des ressources halieutiques. Dans les zones intérieures, certains pêcheurs ont signalé l'utilisation de méthodes de pêche frauduleuses. Les restrictions imposées aux déplacements ont limité les possibilités de revenus tirés de la pêche.
- Dans de nombreuses parties de l'État, l'aquaculture artisanale est présente. Les conditions naturelles sont favorables à un déploiement de plus grande envergure de l'aquaculture commerciale dans le centre et le nord. À l'heure actuelle, le potentiel n'est pas pleinement exploité.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

- Dans **les districts du Sud**, bien que l'approvisionnement alimentaire soit généralement assuré tout au long de l'année, une partie de la population est confrontée à des problèmes d'accès à la nourriture durant la saison de la mousson. Les ménages sans terre et ceux qui dépendent du travail occasionnel et dont les revenus sont aléatoires sont plus exposés à l'insécurité alimentaire chronique et saisonnière. Les principaux moyens de subsistance sont mixtes et comprennent l'agriculture, la pêche artisanale et la collecte de produits de la forêt, étant donné que les emplois dans le secteur formel sont limités. La nécessité d'améliorer l'approvisionnement en eau est cité comme le principal problème.

- Dans **les districts du centre**, l'approvisionnement alimentaire est généralement assuré sur les marchés. Des hausses des prix des denrées alimentaires ont été constatées, en particulier des prix de la viande. Les ménages consacrent en moyenne 50 pour cent de leurs revenus à la nourriture, mais les travailleurs occasionnels consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à l'achat de nourriture et doivent souvent recourir à des emprunts d'argent. Les travailleurs occasionnels sont donc les plus vulnérables en raison de leurs revenus aléatoires et des pénuries saisonnières de moyens de subsistance, aggravées par les restrictions imposées à la libre circulation. La Mission a observé une exposition accrue à l'insécurité alimentaire saisonnière en raison de la rentabilité réduite des activités agricoles. Avec pratiquement aucun accès aux crédits formels de consommation, la plupart des ménages dépendent en partie de crédits informels pour acheter de la nourriture. L'accès à l'eau potable a également été signalé comme un problème.
- Pour les personnes vivant dans des **sites de déplacés**, l'aide alimentaire constituait une composante essentielle de la consommation alimentaire au moment de la Mission. La chaîne d'approvisionnement était également partiellement complétée par la production limitée de denrées alimentaires à l'échelle locale même si les intrants agricoles étaient rares et la main-d'œuvre fournie par les membres du ménage. Des possibilités d'emploi, bien que limitées, existent pour des travailleurs occasionnels dans les villages voisins.
- Dans **le district de Maungdaw dans le nord** de l'État, la sécurité alimentaire était toujours précaire au moment de la Mission, en raison des possibilités réduites de subsistance et d'activités rémunératrices. L'assistance alimentaire s'est révélée essentielle pour les ménages disposant de faibles stocks. De nombreux marchés ont été incendiés et d'autres ont fermé durant la période de violences survenue à la fin de 2017 et n'ont pas rouvert. La Mission a observé une offre plus réduite que la normale et des prix plus élevés, en particulier sur les marchés ruraux. Le manque de bois de chauffage en raison des restrictions imposées aux déplacements rend difficile la cuisson des aliments et beaucoup de femmes ont déclaré utiliser des brisures de riz comme combustible pour la cuisine. Il y a eu une forte demande de main-d'œuvre occasionnelle avec une augmentation marquée dans les tarifs quotidiens offerts, mais, du fait des restrictions imposées à la libre circulation, peu de personnes ont été en mesure de tirer profit de ces possibilités. Les régimes alimentaires ont été plus restreints, augmentant le risque de détérioration de la situation nutritionnelle chez les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les jeunes enfants étant donné que les niveaux de malnutrition aiguë avant la crise étaient déjà "critiques 1/" pour les enfants de 6 à 59 mois et que les taux de retard de croissance étaient déjà élevés, de l'ordre de 37,5 pour cent (EDS 2015/2016).
- L'**État de Rakhine** est caractérisé un nombre élevé de populations vulnérables avec une faible résilience et une faible productivité agricole. Les déplacements récurrents de population et les graves limitations imposées à la libre circulation de ceux qui ne sont pas déplacés a provoqué la rupture des chaînes de valeur, des pertes de production alimentaire et la destruction des actifs. Les événements naturels et les violences ont entraîné le déplacement de nombreux ménages au fil des ans. Ceux qui restent dans leur village font face aux mêmes risques; ils bénéficient en outre de peu d'attention et souffrent d'un manque de services de soutien.
- **Les prix des aliments** ont augmenté plus vite que dans le reste du pays. Depuis 2013, l'État de Rakhine enregistre un taux d'inflation annuel moyen de 12,9 pour cent contre 7,7 pour cent au niveau de l'Union. Les prix des aliments ont augmenté globalement de 44 pour cent, dont une hausse de 16,9 pour cent entre 2016 et 2017. Dans le district de Maungdaw, nombre de marchés ont été fermés ou opèrent avec des approvisionnements limités, alors que les prix des aliments ont augmenté de 20 pour cent par rapport à juin 2017.

Recommandations

Les recommandations ont été divisées en activités urgentes ou immédiates, qui mettent l'accent sur les actions permettant de sauver des vies, alors que les recommandations à moyen et long termes se concentrent sur les causes structurelles et profondes des problèmes identifiés. Les recommandations immédiates ont également été divisées sur la base des principaux acteurs concernés (secteur de la sécurité alimentaire ou autorités nationales), bien que dans certains cas des actions coordonnées soient requises.

Immédiate (actions permettant de sauver des vies)

- Poursuivre l'aide alimentaire au moins jusqu'à la fin de 2019 dans les districts du nord et les sites de déplacés.
- Mener des évaluations de la sécurité alimentaire au niveau des ménages afin d'estimer la gravité des besoins et de déterminer les besoins immédiats et à court terme des ménages vulnérables au-delà de décembre 2018.

1/ Classification de l'OMS.

- Poursuivre les interventions axées sur l'appui aux moyens de subsistance et les intrants agricoles pour les campagnes de 2019 (des moussons et d'hiver) au profit des agriculteurs les plus vulnérables.
- Promouvoir la mécanisation favoriserait l'ensemencement en temps opportun et contribuerait à réduire les pertes dans les champs, en particulier au moment des récoltes, mais la majorité des agriculteurs qui peuvent se permettre la mécanisation dépendent de la possibilité de louer des machines. Il convient ainsi d'envisager la création de possibilités de microfinance pour l'acquisition d'équipement, tels que des motoculteurs et des moissonneuses à commande manuelle.
- La promotion de la gestion intégrée des bassins versants et de l'irrigation peut réduire les risques d'inondation, augmenter l'approvisionnement en eau potable et réduire la salinisation, des défis dont il a été démontré qu'ils empêchaient les agriculteurs d'accroître les rendements et les récoltes.
- La création d'actifs communautaires représenterait une stratégie possible en lien avec les transferts monétaires et la distribution de coupons pour appuyer les activités de subsistance des ménages sans terre, tout en améliorant les infrastructures de base.
- Les villages présentant de meilleures relations symbiotiques en termes d'agriculture entre l'État de Rakhine et les communautés musulmanes offrent des possibilités de renforcer la collaboration entre les communautés en mettant à profit les leçons tirées des activités sensibles aux conflits et couronnées de succès menées dans l'État de Rakhine.
- Accroître la consommation d'aliments nutritifs et d'aliments riches en vitamines chez les femmes, grâce à la fourniture de semences de légumes et de formations sur les bonnes pratiques en matière de nutrition et la création de jardins potagers.

<u>À l'intention des autorités nationales</u>

- Autoriser la libre circulation des populations pour permettre le rétablissement rapide des moyens de subsistance pour tous (voir les recommandations de la Commission consultative sur l'État de Rakhine).
- Assurer des services de santé et de nutrition pour tous, particulièrement pour ceux qui sont déjà sous-alimentés et les personnes à risque élevé de malnutrition.
- Fournir des services de base d'éducation à la nutrition et à la santé, ainsi que des conseils et des formations sur les régimes alimentaires et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants afin d'améliorer la situation nutritionnelle et de réduire les retards de croissance.

Moyen et long termes (causes structurelles)

- Soutenir le secteur agricole par le biais de mesures visant à améliorer la productivité agricole tout en réduisant les risques de catastrophe liés aux changements climatiques.
- La distribution d'intrants pendant la phase de récupération devrait être combinée avec le transfert de technologies améliorées, comme des semences de qualité certifiée ou déclarée, des formations sur les modèles culturaux et la gestion améliorée de l'eau.
- Soutenir les infrastructures rurales et le développement des chaînes de valeur.
- Cibler l'assistance fournie par le système national de protection sociale en faveur des ménages bénéficiant de capacités limitées en matière de génération de revenus.
- Améliorer et élargir les systèmes d'information existants et renforcer les capacités du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation, du Département de météorologie et d'hydrologie et de l'Organisation centrale de statistiques afin de: a) recueillir des informations; b) améliorer l'exactitude des informations sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; c) renforcer la capacité à effectuer des analyses des risques et; d) diffuser et utiliser les analyses qui en découle pour éclairer la planification de la production agricole.
- Examiner les possibilités de renforcer le marché de la microfinance dans l'ensemble de l'État de Rakhine (étant donné que la faible capacité d'épargne et l'accès restreint aux financements demeurent des obstacles importants au développement de moyens de subsistance alternatifs, tels que la production de légumes ou l'aquaculture).
- Envisager des politiques d'activation du marché du travail visant à accroître l'employabilité des groupes les plus vulnérables (les jeunes, les travailleurs âgés, les chômeurs de longue durée, les femmes) et réduire la saisonnalité de la demande de main-d'œuvre.
- Améliorer l'accès à la terre et la répartition des terres.
- Effectuer des analyses détaillées des risques et de la vulnérabilité dans les principaux sous-secteurs de l'agriculture (cultures, pêche, élevage, irrigation et autres) afin de mieux comprendre les complexités liées aux interactions entre les multiples risques et la manière dont elles affectent les tensions communautaires à l'égard des ressources naturelles de plus en plus rares. Les résultats de ces analyses permettront d'orienter la promotion de stratégies de réduction des risques et d'approches du développement sensible aux risques dans les différentes activités humanitaires et d'aide au développement.

Unité de gestion de l'information du Myanmar

Carte des districts - État de Rakhine

Déni de responsabilité: Les noms présentés et les frontières utilisées sur cette carte n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle de la part de l'Organisation des Nations Unies.

INTRODUCTION

À la suite d'une demande officielle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation (MoALI) de la République de l'Union du Myanmar reçue le 4 décembre 2017, une Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire s'est rendue à Yangon, Nay Pyi Taw et dans l'État de Rakhine entre le 23 avril et le 15 mai 2018. La Mission a recueilli des appréciations concernant la campagne agricole 2017/18 et la situation globale de la sécurité alimentaire et a observé la préparation et les conditions de la campagne 2018/19.

À leur arrivée dans le pays, les membres de la Mission ont passé six jours à Yangon et Nay Pyi Taw avant de partir pour une visite de terrain dans l'État de Rakhine. Au cours de cette période, la Mission a tenu une première réunion interinstitutions (FAO et PAM) afin de discuter de la stratégie et de l'itinéraire de la Mission ainsi que plusieurs autres réunions avec des représentants du gouvernement de la République de l'Union du Myanmar, d'organisations internationales ainsi que des parties prenantes des secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Après 11 jours (y compris 6 jours de visites sur le terrain) dans l'État de Rakhine, l'équipe est retournée à Yangon pour une séance de débriefing, qui a réuni les diverses équipes de la Mission afin de partager leurs constatations.

La Mission comprenait des membres internationaux et nationaux du personnel de la FAO et du PAM. La Mission a été accompagnée par un observateur du Réseau des systèmes d'alerte précoces contre la famine (FEWS NET) ainsi que par des représentants du MoALI.

La Mission reconnaît l'importance de la participation du MoALI tout au long du processus, conformément aux objectifs de la FAO et du PAM de renforcer les capacités institutionnelles en vue de coordonner le dialogue sur les politiques nationales et de mettre en œuvre et assurer le suivi de la stratégie nationale en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire.

OBJECTIFS

L'objectif général de la Mission était de fournir des informations précises, fiables et en temps opportun sur la production agricole et la sécurité alimentaire de la population dans l'État de Rakhine afin que des mesures adéquates puissent être prises par les autorités de l'État et de l'Union ainsi que par la communauté internationale en vue de minimiser l'impact des événements indésirables sur la population locale. En outre, des données probantes et des impressions ont été recueillies pour appuyer l'élaboration de projets, de programmes et de stratégies, qui traitent aussi bien des besoins immédiats qu'à plus long terme en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire dans l'État de Rakhine.

Trois objectifs spécifiques en lien avec la sécurité alimentaire ont été formulés par une équipe de conception au début de 2018:

1. Situation actuelle de la sécurité alimentaire et besoins de consommation alimentaire qui en résultent.
2. Besoins probables en matière de sécurité alimentaire en 2018 dans le contexte de différents scénarios de retour de la population.
3. Principales causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et comment elles peuvent être traitées de manière intégrée et durable.

Compte tenu de la situation générale dans le district du nord de l'État de Rakhine au cours des visites sur le terrain en mai, il a été jugé prématuré d'élaborer des scénarios de retour, car les conditions ne sont pas apparues propices à un retour des populations déplacées. Par conséquent, la Mission n'a pas pu remplir l'objectif 2.